

Rapport du COMETS sur la communication scientifique (janvier 1995)

Réflexions du Comité d'éthique pour les sciences,
en réponse à la lettre de saisine de M. François Fillon

Le débat n'est sans doute pas nouveau, et il faut écarter toute forme de dramatisation qui opposerait à un passé idéalisé tous les maux du présent et un avenir décrit, par extrapolation, sous un jour pessimiste. Mais il est évident que les transformations intervenues, en cours et annoncées dans les techniques de la communication tendent à bouleverser les données du problème.

1. La communication scientifique : une explosion
2. Le nouveau contexte du travail scientifique
3. La science comme enjeu économique et politique dans une société démocratique
4. Le chercheur et la communication scientifique
5. Les responsabilités des chercheurs
6. Recommandations

1. La communication scientifique : une explosion

Une communication orale et plus encore écrite toujours plus rapide et à la limite instantanée, relayée par de nouveaux supports (notamment informatiques) permettant la transmission à des coûts très bas de quantités croissantes d'informations, est venue, pour le spécialiste comme pour le plus grand public, renouveler du dedans la vieille ambition encyclopédique. La circulation lente des savoirs, par les correspondances entre les personnes, par un petit nombre de congrès scientifiques, par les revues et les livres, par un ensemble de circuits destinés en priorité aux spécialistes, cède la place, dans l'imaginaire des chercheurs et du public plus encore que dans la réalité, à un nouveau modèle, celui des banques ou bases de données, remises à jour en permanence, supposées interrogeables par tous, à tout instant et depuis tous les lieux, et destinées un jour à être interconnectées pour assurer la parfaite intégration du savoir universel. Nul doute qu'il appartienne aux scientifiques eux-mêmes de mettre en garde l'opinion contre les dangers, les limites et les illusions de ce pseudo-universalisme, sans nier pour autant l'utilité indiscutable de ces nouveaux instruments de travail.

Cette rapidité rejaille sur le comportement du chercheur dans son rapport à la communication. Publier vite, par crainte de la concurrence, et souvent, pour allonger les bibliographies nécessaires à la carrière, quitte à fragmenter à l'infini les résultats et à multiplier les redites, devient chez beaucoup une règle, même dans un pays comme la France où les chercheurs bénéficient dans leur très grande majorité de la garantie de leur emploi. Mais aussi faire connaître ses "découvertes" et soi-même au-delà du cercle de ses pairs pour atteindre un "grand public" d'ailleurs mal défini, et, pour y parvenir, accéder aux moyens de communication de masse par des voies admises ou plus discutables : la conférence de presse qui attribue souvent à un seul les résultats d'une équipe et qui anticipe les procédures de validation internes par la communauté ; l'annonce spectaculaire de résultats qui sont encore loin d'être établis,

et que les médias seront de plus conduits à simplifier, pour les rendre compréhensibles à tous ; etc.

2. Le nouveau contexte du travail scientifique

Toutes ces évolutions sont assez avancées pour apparaître aujourd'hui irréversibles, mais aussi pour rendre nécessaire un effort de prise de conscience et de responsabilité de la part et des membres de la communauté scientifique et du public lui-même afin d'en maîtriser les effets pervers, et, pour ceci, d'identifier les dangers possibles.

Ces derniers ne sont pas et n'ont pas toujours été les mêmes dans toutes les disciplines scientifiques. Ils sont particulièrement sensibles dans les sciences du vivant : ils touchent les enjeux de la vie et de la mort, de la nature et de l'artifice, du normal et du pathologique. Ils l'ont été, il y a quelques décennies, dans le domaine de la physique, au moment où celle-ci, par ses découvertes, donnait naissance à des armes capables de rendre notre planète inhabitable. Mais ils le sont aussi aujourd'hui dans les disciplines qui étudient les sociétés contemporaines et leurs cultures : l'affirmation d'une vérité y vient mettre en cause des choix politiques, idéologiques ou passionnels, des intérêts individuels ou collectifs, c'est-à-dire l'insertion dans un groupe et dans une histoire qui est devenue l'une des conditions de l'identité ; et ceci d'autant plus que nos sociétés ne cessent de s'interroger sur elles-mêmes, et de rassembler sur elles, par la voie notamment des enquêtes et des sondages, une masse de sources "scientifiquement constituées", mais dont le statut et les conditions de réutilisation ultérieure resteraient à établir.

Il convient pourtant de souligner que ces dangers ne peuvent être compris et maîtrisés que si on les rapporte aux changements intervenus dans nos sociétés. Ceux-ci conditionnent à leur tour les changements observables dans le comportement des divers acteurs impliqués dans la production et la diffusion des connaissances. Des acteurs dont la liste ne cesse de se diversifier, et ne saurait se résumer à l'opposition classique entre spécialistes et grand public. Entre les premiers, qui aiment à se définir comme une "communauté scientifique" mais qui sont en fait fragmentés en de nombreux groupes et sous-groupes plus ou moins isolés dans et par les limites de leur propre savoir -ce qui ne les empêche pas de céder parfois à la tentation d'intervenir en dehors de leur domaine de compétence- et les seconds, eux aussi décomposables en une pluralité de publics divers, souvent dotés d'une compétence qu'on ne saurait négliger, interviennent au moins deux grandes catégories de médiateurs : les diffuseurs du savoir (qui vont des enseignants aux médias) et les divers décideurs, économiques et politiques notamment, que ce savoir a aussi pour objectif de séduire et de convaincre.

3. La science comme enjeu économique et politique dans une société démocratique

On ne saurait donc regretter que la démocratisation de nos sociétés ait entraîné un intérêt grandissant pour les résultats de recherches dont les implications

apparaissaient de plus en plus évidentes pour la vie de chacun, pour des décisions politiques de plus en plus fréquemment liées à ou hypothéquées par des choix technologiques, pour les équilibres de la société et pour l'avenir de l'humanité et de l'environnement. La science est plus que jamais un enjeu économique, politique et culturel. Le droit à l'information, et en particulier à l'information scientifique, apparaît dans ces conditions comme une condition nécessaire du fonctionnement d'une société démocratique. Mais les modalités pratiques de son exercice le placent au centre de rapports de forces antagonistes qui doivent être mis en évidence. Son respect implique de nouvelles obligations professionnelles pour les producteurs et les vecteurs du savoir, dont la collaboration conditionne en fin de compte la pratique d'une information à la fois fiable et responsable, qui assure l'accès aux données et aux résultats, mais tienne compte des conséquences possibles -effets pervers compris- des applications pratiques des découvertes, ainsi que des attentes et des craintes du ou des publics.

Or, dans les faits, les deux groupes concernés, producteurs et vecteurs du savoir, théoriquement distincts, tendent à interférer. Les seconds sollicitent les premiers, et les premiers sont conduits à chercher à intervenir sur le domaine des seconds : l'enjeu peut en être aussi bien l'effet de publicité donné à telle ou telle découverte, réelle ou illusoire, que la "vulgarisation" d'un corpus ordonné de connaissances. S'il est facile de mettre en cause les vecteurs du savoir, accusés de disposer d'une formation insuffisante, de courir après le sensationnel, de déformer les informations qui leur sont données, d'en exagérer la nouveauté ou les conséquences, et de chercher à séduire et fasciner leurs interlocuteurs scientifiques, notre effort de réflexion doit avant tout porter ici sur les producteurs du savoir, et sur les règles de comportement et d'éthique que les chercheurs doivent définir et s'imposer à eux-mêmes pour jouer leur rôle et exercer la responsabilité qui est la leur.

4. Le chercheur et la communication scientifique

Les chercheurs sont loin de travailler dans des situations égales, et cette inégalité est particulièrement sensible, à l'échelle de chaque pays et plus encore à l'échelle mondiale en ce qui concerne l'accès à l'information : l'ordinateur a fait penser qu'il pourrait contribuer à la réduire, cependant il l'a accentuée aussi sur plus d'un point. Mais leur rôle premier reste de fixer et de faire respecter les règles de validation des résultats de la recherche et du débat scientifique, de déterminer les conditions de transmission interne et vers l'extérieur des connaissances, et de s'interroger sur leur propre responsabilité sociale, dans leurs rapports avec leur discipline, avec leurs pairs, avec les médias, avec l'opinion publique et avec le pouvoir politique : autant de tâches qui posent des problèmes très concrets, pour lesquels on ne saurait se contenter de se fier au respect des règles de la morale commune, qui auraient réponse à tout.

Si les règles de validation peuvent sembler aller de soi dans tous les domaines où "l'expérience peut être refaite", ces domaines ne couvrent pas tous les champs du savoir. Etablir "la vérité" compte moins désormais qu'en expliciter et les limites et les conditions d'établissement, dès que l'on touche à des situations complexes, où les variables ne peuvent être détachées de leur contexte, et qui relèvent de plus en plus

souvent d'approches interdisciplinaires, les moins bien maîtrisées en ce qui concerne la validation des résultats : la communication devra alors être placée sous le signe de la prudence et de l'apprentissage de la critique, et respecter les temps nécessaires de la vérification. Il est impératif, par exemple, de ne diffuser que des résultats éprouvés et validés. Publier des observations partielles et non confirmées ne sert qu'à alimenter de fausses et stériles discussions "autour" de la science et à distraire avec du sensationnel (exemple : la mémoire de l'eau) sans instruire d'aucune façon.

Pour la transmission des connaissances, il apparaît que les scientifiques auraient tout à gagner à constituer (quand elles n'existent pas encore) ou à renforcer (quand elles existent déjà) les structures propres à leur milieu qui sont de nature à en améliorer la qualité et à la préserver, dans la mesure du possible, de tout détournement : académies et sociétés savantes sont en ce sens des institutions éprouvées indispensables à la définition d'une "culture scientifique" qui soit à la mesure des savoirs de notre époque ; de même les revues scientifiques à comité de lecture ; mais des initiatives comme Science Contact, créée en 1991, montrent que les chercheurs gagneront à s'organiser eux-mêmes, pour permettre de façon à la fois rapide, discrète et efficace, l'information des journalistes spécialisés et des médias.

5. Les responsabilités des chercheurs

La responsabilité sociale du chercheur pose des problèmes plus complexes encore. Il existe des pratiques condamnables (falsifications, plagats, etc.) sur lesquelles on n'insistera pas dans ce texte, et des pratiques contestables plus directement liées à la communication scientifique, notamment celles du "vedettariat" qui guette les plus médiatiques d'entre eux : ceux qui jouissent d'une notoriété scientifique incontestable et sont par conséquent sollicités fréquemment par les médias et ceux qui à juste titre, grâce à leurs dons de communicateurs deviennent les vulgarisateurs de leur propre savoir scientifique. Cet état de choses a quelquefois des conséquences importantes dans la vie quotidienne des laboratoires (le travail en équipe est aujourd'hui de règle) : notamment en ce qui concerne la quête et l'obtention des moyens économiques pour la poursuite des recherches, ainsi que la gestion des carrières des membres de l'équipe ; les rapports avec les patrons (signatures de complaisance, etc) et avec les collègues (définition de l'apport de chacun dans le progrès scientifique) en dépendent. La tentation de constituer des équipes solidaires face à d'autres collègues de même discipline (autoréférences, lobbying etc.) ainsi que l'établissement de rapports privilégiés avec des agents extérieurs à la science, mais importants pour l'évolution des recherches et des carrières (éditeurs ou industriels par exemple) faussent souvent l'appréciation des résultats scientifiques. En tout état de cause, le fait que la science soit plus que jamais un enjeu économique majeur, complique les rapports des scientifiques avec une société qui a tendance soit à attendre de la science la solution de tous ses problèmes liés au bien-être des hommes, au respect du genre humain et à la gestion équilibrée des ressources planétaires, soit à considérer la science comme la responsable de tous les échecs, en s'adonnant à la "culture de la sécurité" garantissant l'impossible "risque zéro".

Quoiqu'il en soit, la responsabilité des chercheurs relève de l'éthique personnelle et professionnelle avant de relever de l'éthique scientifique. Sans oublier qu'à certains

égards, elle relève aussi, dans le même temps, de règles professionnelles proprement juridiques. Ceci demande à être rappelé.

6. Recommandations

1) Faire mieux connaître à l'ensemble des médias (presse, radio, télévision) le travail du chercheur, afin de communiquer non seulement le résultat de la recherche, mais également la démarche scientifique proprement dite (analyse des processus de recherche, temps de vérification nécessaire, etc). Favoriser la tenue de séminaires entre chercheurs et journalistes, comme cela a déjà été fait en Allemagne. Et aussi encourager le travail des historiens et philosophes des sciences, qui ont naturellement un grand rôle à jouer dans l'acculturation scientifique du public. Développer la réflexion sur les méthodes scientifiques, sur leur évolution et les impacts de celle-ci sur les objets de la science renforce en effet la dimension critique indispensable à la transmission du savoir.

2) Rappeler qu'il appartient aux chercheurs de faire un effort de communication et de vulgarisation visant à établir une confiance mutuelle avec les médiateurs. Les chercheurs peuvent prendre l'initiative d'une "diffusion de première main", de façon à réduire la place laissée aux commentaires de énième main, forcément plus réducteurs. L'expérience Science Contact est un bon exemple de cette démarche, à valoriser et à développer.

3) Rappeler aux scientifiques qu'ils sont les premiers concernés et les premiers responsables du respect des règles de la communication scientifique.

4) Encourager les instances d'évaluation des organismes scientifiques à privilégier le critère de la qualité des publications plutôt que celui de leur quantité et à reconnaître à sa juste valeur la capacité des chercheurs à communiquer leurs résultats.

5) Accentuer l'effort pour l'amélioration de la culture scientifique :

a) celle des jeunes, en insérant l'enseignement de la science dans une perspective historique, sociale et culturelle. A cet effet, l'enrichissement constant des bibliothèques et la création de musées, de médiathèques, d'expositions diverses, mais aussi d'échanges et de familiarisation avec les lieux de la recherche est souhaitable.

b) celle du grand public, en tenant compte de sa demande de culture scientifique et en renforçant le rôle et la place des sociétés savantes qui constituent un intermédiaire privilégié entre la communauté scientifique, les médiateurs et les publics.

6) Envisager la création d'un DESS en communication scientifique.

7) Rappeler le rôle du français comme langue scientifique internationale. A cet effet :

a) rendre la langue française opérationnelle au regard des nouveaux outils technologiques ;

b) soutenir les revues scientifiques générales de langue française comparables à celles qui circulent en langue anglaise pour spécialistes et public averti.

c) repenser la politique de diffusion scientifique.

En tout état de cause, la portée des techniques des médias qui englobent presse écrite, orale, audiovisuelle et qui vont de l'ordinateur au satellite, demande une réflexion continue.

Janvier 1995